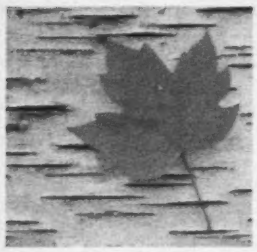
Public Safety Canada | Sécurité publique Canada

Canada



BUILDING A **SAFE** AND **RESILIENT CANADA**

Aperçu des approches d'intervention directe pour lutter contre les gangs de jeunes et la violence chez les jeunes

Partie I : contexte 2

Partie II : options pour les demandeurs 6

Option 1 – mettre en œuvre une approche ou un programme établi 6

Option 2 – mettre en œuvre une intervention personnalisée 17

Partie III : considérations liées à l'élaboration d'un projet solide 22

Références 28

Partie I : contexte

Les jeunes appartenant à un gang sont considérés comme certains des principaux auteurs (et victimes) d'actes criminels et violents, et imposent un fardeau élevé à la société au chapitre du système de justice pénale et des autres coûts sociétaux. Par exemple, au nombre des effets négatifs sur l'individu de la participation à des activités de gangs, on retrouve l'abandon scolaire; l'absence de réussite ou de possibilités professionnelles; la consommation de drogues et d'alcool et l'exposition à cette consommation; et la parentalité à l'adolescence. De plus, les jeunes qui sont membres de gangs et qui commettent des actes violents pourraient moins participer à d'autres activités prosociales et couper les liens avec leur famille, leurs amis, leur école et leur groupe religieux (Pyrooz, Sweeten et Piquero, 2013). Afin d'éviter ces conséquences négatives, il est essentiel de tenter d'empêcher les jeunes à risque de se joindre à un gang et d'intervenir auprès des membres actuels de gangs de jeunes.

En général, l'appartenance aux gangs de jeunes recoupe de nombreux contextes démographiques, géographiques et socioéconomiques. Certains groupes sont toutefois vulnérables au recrutement dans les gangs et à l'adhésion aux gangs dans une mesure disproportionnée. Vous trouverez ci-dessous un bref aperçu de quelques-uns de ces groupes. Pour un examen plus détaillé de certains d'entre eux, voir ***Gangs de jeunes au Canada : Examen des questions et enjeux actuels***.

Quelques populations d'intérêt clés

Jeunes autochtones

Les jeunes autochtones représentent une population d'intérêt, car la proportion de membres des Premières Nations, de Métis et d'Inuits continue d'augmenter rapidement comparativement aux autres groupes de la société canadienne, leur moyenne d'âge étant beaucoup moins élevée que dans le reste de la population (Statistique Canada, 2011). On croit que l'appartenance aux gangs de jeunes autochtones se répand au Canada, en particulier dans les provinces des Prairies et dans le Nord canadien (Preston, Carr-Stewart et Bruno, 2012). L'adhésion à un gang est associée à des facteurs précurseurs remontant aux pertes historiques et culturelles, aux inégalités sociales et politiques et aux obstacles économiques auxquels ont fait face de nombreux Autochtones pendant plusieurs générations. Ces niveaux multiples de marginalité peuvent engendrer des conditions favorables à la formation de gangs et à l'adhésion aux gangs chez les jeunes autochtones. Ces gangs sont relativement changeants, leur force et leur nombre augmentant ou diminuant selon l'évolution des membres et en réaction aux diverses stratégies d'application de la loi (Grekul et LaBoucane-Benson, 2008). Ils sont aussi souvent intergénérationnels, et la participation à leurs activités peut commencer dès l'âge de huit ans (Comack, Deane, Morrissette et Silver, 2013). La violence perpétrée par les gangs dans le contexte de ces groupes peut être différente de celle commise par les autres gangs de jeunes du Canada. Les taux de violence interne, ce qui comprend les suicides, les surdoses de drogue et les comportements d'automutilation, peuvent être plus élevés que certaines autres formes externes de violence criminelle (Dunbar, 2017).

Jeunes noirs

Les jeunes hommes noirs sont surreprésentés au sein des gangs au Canada. Si les statistiques officielles sont très limitées, un sondage réalisé par la police en 2003 a montré que l'adhésion aux gangs est élevée chez les jeunes noirs, en particulier dans le Centre et l'Est du Canada (Chettleburgh, 2007). Le *Toronto Youth Crime Victimization Survey* a aussi permis de constater que l'appartenance autodéclarée à un gang était deux fois plus élevée chez les jeunes noirs (13 %) que chez les autres groupes de population (à savoir les jeunes blancs et asiatiques; voir Wortley et Tanner, 2006). Cette population est également surreprésentée dans le système de justice pénale canadien et en ce qui concerne la délinquance et la victimisation avec violence (Owusu-Bempah et Wortley, 2014). La surreprésentation des jeunes noirs dans les crimes et la violence de rue peut s'expliquer en partie par l'oppression historique ainsi que le désavantage socioéconomique actuel. En effet, la recherche montre que l'incidence de la race sur l'adhésion à un gang et la criminalité est réduite une fois le revenu du ménage, la monoparentalité, la pauvreté communautaire et la désorganisation sociale pris en compte. Par ailleurs, les perceptions de discrimination raciale et les sentiments d'isolement social peuvent aussi jouer un rôle dans la criminalité : les jeunes issus de minorités raciales sont souvent trop surveillés par la police dans leur quartier et disciplinés de façon disproportionnée dans les écoles (Salole et Abdulle, 2015), ce qui peut engendrer des perceptions d'injustice sociale et une probabilité accrue de comportements violents

(Caldwell et al., 2004; Khenti, 2013; Reed et al., 2010). Les différences entre les groupes dans l'exposition au racisme et au désavantage peuvent expliquer pourquoi les jeunes noirs semblent participer davantage aux activités de gangs que les jeunes des autres groupes ethniques (Wortley et Tanner, 2008).

Jeunes immigrants

Les jeunes immigrants constituent un autre sous-groupe de population qui peut être confronté à une marginalisation considérable et à de nombreux obstacles à l'égalité des chances au Canada. En tant que nouveaux arrivants, ces jeunes peuvent faire face à des problèmes linguistiques, acculturatifs, psychologiques et économiques à leur intégration à la société canadienne. Ils peuvent aussi se heurter à un vaste éventail d'obstacles et de difficultés quant à l'accès aux services et au soutien dans les domaines des services sociaux, de l'éducation, de la santé et de la justice. Les jeunes canadiens de première génération nés de familles d'immigrants ont tendance, collectivement, à avoir une bonne situation économique, mais ceux provenant d'une minorité visible peuvent être confrontés à de grandes inégalités relativement à leur niveau de scolarité et à leur participation au marché du travail. Les jeunes canadiens de première génération peuvent également faire face à des problèmes socioculturels en ce qui a trait aux attentes culturelles concurrentes, à l'identité culturelle et aux interactions interculturelles (Ngo, 2010; Sersli, Salazar et Lozano, 2010). L'effondrement des identités et l'absence de sentiment d'appartenance peuvent créer un vide au chapitre de l'identité et des liens sociaux, ce qui peut pousser les jeunes immigrants et canadiens de première génération à chercher à faire partie d'autres réseaux sociaux, notamment des gangs, ou à être ouverts à cette idée. Dans ces groupes, les jeunes immigrants et canadiens de première génération peuvent recevoir une validation et un soutien sociaux et adopter des comportements délinquants (Ngo, 2010).

Jeunes femmes

Contrairement aux États-Unis, où un nombre croissant de jeunes femmes se joignent à un gang ou forment un gang, le Canada compterait relativement peu de femmes membres de gangs, et on présume que la plupart d'entre elles demeurent en périphérie du gang (Dorais et Corriveau, 2009). Toutefois, au cours des dernières années, les études ont permis de constater des changements dans les positions occupées par les jeunes femmes, et ces changements sont reflétés par la façon dont les femmes membres de gangs ont commencé à assumer récemment des rôles plus centraux et indépendants dans les gangs, notamment en ce qui concerne le trafic de drogues, le recrutement et l'application des règles du gang (p. ex. le recouvrement des dettes de drogue) (Nimmo, 2001). Il existe de multiples types de gangs qui comptent des femmes parmi eux. Le « gang auxiliaire » est un système de soutien pour un gang principal composé d'hommes. Le « gang mixte » est composé d'hommes et de femmes, il n'y a aucune distinction entre les genres au sein de l'organisation, et le statut dans le gang est fondé sur le respect obtenu par chaque membre. Enfin, il y a le rare « gang indépendant », un gang entièrement composé de membres féminins qui n'est lié à aucun gang d'hommes ni gang mixte (Tobin, 2008). De plus, il peut y avoir une certaine différence dans le traitement des femmes membres de gangs selon le type de gang auquel elles appartiennent. Nimmo (2001), par exemple, a observé que les gangs moins organisés offraient plus de pouvoirs et un meilleur statut aux femmes qui sont des associées ou des membres. Pour leur part, Lauderdale et Burman (2009) ont observé que la position occupée par une femme au sein d'un gang peut changer et est habituellement déterminée par les chefs du gang.

Il est important, en ce qui concerne les gangs de jeunes et la violence chez les jeunes, d'adopter une approche de prévention et d'intervention qui tient compte des dimensions précises du problème pour différentes populations, notamment celles susmentionnées. Évidemment, il n'existe pas de solution universelle, car chaque collectivité comporte ses propres caractéristiques et circonstances uniques. Il en va de même pour chaque jeune pouvant être membre d'un gang ou à risque élevé de le devenir. Par conséquent, seule une approche adaptée aux caractéristiques individuelles et au contexte communautaire est susceptible d'entraîner un changement positif. De nombreux facteurs d'incitation et d'attirance influent sur la décision d'une personne de devenir membre d'un gang ou sa motivation à le devenir. Les gens peuvent être poussés vers les gangs par des influences externes négatives dans leur environnement social telles que la pauvreté, les problèmes familiaux et le manque de succès à l'école. En même temps, ils peuvent aussi se joindre à des gangs en raison d'avantages perçus comme la sécurité et la protection, l'amour et le soutien, la stimulation, les possibilités financières et un sentiment d'appartenance (Dorais et Corriveau, 2008).

Facteurs de risque propres à une population

La connaissance des facteurs de risque et de protection permet de brosser un tableau plus complet de l'adhésion aux gangs de jeunes et de la violence chez les jeunes, et peut offrir une orientation pour qu'on puisse déployer des efforts ciblés en déterminant les secteurs d'intervention pertinents (Peterson et Morgan, 2014). Les jeunes qui entrent dans un gang présentent souvent un nombre relativement élevé de facteurs de risque avant d'en faire partie. L'examen de l'accumulation des facteurs de risque est la meilleure manière connue de repérer les jeunes qui sont les plus susceptibles d'entrer dans un gang (Decker, Melde et Pyrooz, 2013). S'il existe des facteurs de risque qui se ressemblent chez de nombreuses populations membres de gangs de jeunes[1], ce qui laisse entendre que les stratégies de prévention et d'intervention déjà existantes en matière de gangs peuvent fonctionner auprès de différentes populations de jeunes, il importe de ne pas oublier que certains facteurs de risque peuvent être uniques à des types particuliers de gangs et à des groupes précis de membres de gangs. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples seulement de facteurs de risque propres à une population. Pour un aperçu plus détaillé, veuillez consulter *Gangs de jeunes au Canada : Examen des questions et enjeux actuels*. Les efforts de prévention et d'intervention devraient tenir compte des facteurs de risque propres à une population dans l'élaboration d'approches appropriées.

Jeunes autochtones

Des facteurs de risque individuels comme les expériences stressantes, les difficultés vécues tôt dans la vie et les émotions négatives découlant de la marginalité dans d'autres domaines de la vie, augmentent la probabilité que les jeunes autochtones adhèrent à un gang (Goodwill, 2016). De plus, les adolescents autochtones ont tendance à commencer à consommer des substances plus tôt que les autres groupes raciaux et ethniques, et il a été constaté que la toxicomanie constituait un facteur important de l'adhésion aux gangs au sein de ce groupe (Hautala, Sittner et Whitbeck, 2016). En outre, les démêlés avec le système de protection de l'enfance autochtone représentent un facteur de risque d'adhésion à un gang et de criminalité qui est établi assez solidement dans la littérature. La trajectoire depuis le système de protection de l'enfance jusqu'à l'adhésion à un gang est favorisée par le déplacement des enfants autochtones, qui peut engendrer une vulnérabilité, des mauvais traitements et des préjudices, des problèmes de confiance et d'attachement ainsi qu'une multitude de problèmes de santé mentale. Les membres de gangs eux-mêmes affirment que leurs pairs qui ont été élevés dans ce système sont des cibles idéales pour le recrutement, car les gangs promettent d'agir en tant que famille de substitution (Grekul et LaBoucane-Benson, 2008; Sinclair et Grekul, 2012).

Jeunes noirs

À l'échelle individuelle, une étude longitudinale des jeunes afro-américains menée aux États-Unis a permis de constater que la victimisation par l'intimidation permet de prédire l'emprunt de trajectoires où les taux d'agressivité et de délinquance sont élevés (Higgins et al., 2012). De plus, les membres de gangs afro-américains font état d'une moins bonne estime de soi que les non-membres de gangs (Krohn et al., 2011). À l'échelon familial, l'absence de surveillance parentale et de modèles masculins prosociaux constitue un facteur de risque de l'adhésion aux gangs chez les jeunes noirs. En effet, la recherche montre que le taux de surveillance parentale parmi les Afro-Américains est moins élevé chez les membres de gangs que chez les non-membres de gangs (Krohn et al., 2011), et que le soutien parental accru peut jouer un rôle de protection contre le stress en réduisant les effets d'autres facteurs de risque comme les facteurs sociodémographiques ou géographiques (Li et al., 2002). En outre, l'absence de modèles masculins noirs dans la vie de nombreux jeunes noirs peut les conduire à chercher du soutien à l'égard de leurs identités masculine et raciale dans l'adhésion aux gangs (Khenti, 2013).

Jeunes immigrants

À l'échelle familiale, les différents taux d'acculturation et de conflits entre la culture à la maison et la culture dominante contribuent à un détachement grandissant par rapport aux parents chez les jeunes immigrants et canadiens de première génération, et peuvent mener à un stress familial supplémentaire et à des conflits familiaux soutenus en raison d'attentes culturelles divergentes (Kanu, 2008; Rossiter et Rossiter, 2009). En outre, il est commun que la surveillance parentale soit minime et que les parents ne servent pas de modèles en raison de leur absence physique ou émotionnelle (p. ex. parce qu'ils

[1] Pour voir l'aperçu détaillé fondé sur l'âge le plus à jour des facteurs de risque liés à la participation à des activités de gangs, consulter le site Web du National Gang Center des États-Unis. Disponible en anglais seulement.

sont préoccupés par leur survie économique) (Wortley et Tanner, 2006). À l'échelle communautaire, le fait de vivre dans des quartiers pauvres où le taux de criminalité est élevé et où la violence et le trafic de drogues font partie du quotidien constitue un risque particulier pour les jeunes immigrants et canadiens de première génération, car leur manque d'intégration fait qu'ils peuvent ne pas avoir accès aux mêmes ressources et programmes que les jeunes d'autres quartiers (Sersli, Salazar et Lozano, 2010).

Jeunes femmes

Il y a plusieurs facteurs de risque de l'adhésion aux gangs qui semblent avoir un impact différent sur les jeunes selon le genre. Les jeunes femmes membres de gangs sont plus susceptibles de venir d'un milieu défavorisé, d'avoir été marginalisées et d'avoir de multiples problèmes familiaux, y compris des antécédents de violence physique, sexuelle et psychologique à la maison, le fait d'avoir été témoin de violence physique et de toxicomanie à la maison, et le fait d'avoir un membre de la famille qui fait partie d'un gang ou qui a été incarcéré (Grekul et LaRoque, 2011; Nimmo, 2001). Par ailleurs, dans le contexte scolaire, l'engagement, l'attachement ou les attentes envers l'école, de même que les possibilités d'éducation limitées, ont plus d'incidence sur l'adhésion à un gang chez les femmes que chez les hommes (Esbensen et al., 2010; Peterson, 2012).

Partie II : options pour les demandeurs

Deux options s'offrent aux demandeurs qui ont choisi de réaliser une intervention directe : (1) mettre en œuvre un programme établi; ou (2) mettre en œuvre une intervention personnalisée. Ces options, accompagnées de quelques exemples, sont décrites plus en détail ci-dessous.

Option 1 – mettre en œuvre une approche ou un programme établi

Les demandeurs peuvent choisir de mettre en œuvre une approche ou un programme déjà établi, qui prescrit déjà une combinaison structurée d'interventions. Bien qu'il reste une certaine flexibilité dans la façon d'appliquer ces programmes ou approches, chacun exige que les responsables de son application œuvrent dans un cadre particulier et suivent un ensemble de principes directeurs. Les approches et programmes décrits dans la présente section comptent parmi les options possibles qui ont produit des résultats efficaces et prometteurs auprès des jeunes à risque de se joindre à un gang et de ceux qui en font déjà partie.

Wraparound

Cadre théorique

L'approche *Wraparound* a été mise en œuvre aux États-Unis et au Canada tout au long des années 1990 ainsi que plus récemment (Debicki, 2011). Il s'agit d'un programme intensif de gestion des cas personnalisé conçu pour venir en aide aux jeunes qui ont des problèmes émotionnels ou comportementaux graves ou complexes. Le programme vise à prévenir la fragmentation et les « lacunes » en matière de services auxquelles sont souvent confrontés les jeunes et leur famille. L'approche *Wraparound* cherche à offrir une interaction plus complète et proactive entre le jeune, sa famille et les autres parties concernées (p. ex. conseiller de la cour ou travailleur social). Elle met l'accent sur la prestation d'un continuum de services et de réseaux de soutien grâce à une coordination de la gestion des cas. Elle fait appel à une diversité d'interventions reconnues, notamment la formation axée sur l'acquisition de compétences, la résolution de problèmes grâce à une approche cognitive, les stratégies de maîtrise de soi, la formation axée sur l'acquisition de compétences en gestion familiale et la formation parentale. Les responsables de la mise en œuvre des stratégies *Wraparound* travaillent avec les jeunes et leur famille en vue d'élaborer un régime d'intervention adapté à chaque participant individuel. En mettant l'accent sur une intervention personnalisée et axée sur les besoins, on peut s'assurer que les services nécessaires pour répondre aux besoins uniques de chaque participant sont cernés et reçus (Snider et al., s.d.).

Composantes clés de la mise en œuvre

- Une équipe interorganismes communautaire axée sur la collaboration conçoit, met en œuvre et supervise le projet. Elle devrait comprendre des professionnels représentant au moins trois des partenaires suivants : les services de protection de l'enfance, les services de santé mentale, les services de lutte contre la toxicomanie, les services à la famille, la police, l'école, le système de justice pour les adolescents, les programmes d'emploi et les organismes communautaires (centre récréatif, maison de jeunes). Une organisation se charge de coordonner chaque dossier individuel.

- Une entente interorganismes officielle précise quelle est la population ciblée par l'initiative; comment elle y sera inscrite; comment les services seront assurés et payés; quels rôles joueront différents organismes et différentes personnes; et quelles ressources seront affectées par divers groupes. Cette entente est couramment appelée « régime d'intervention ».

- Les coordonnateurs de l'intervention sont chargés d'aider les participants à créer un programme d'intervention personnalisé qui permettra d'orienter les jeunes et leur famille au sein du régime d'intervention. Il s'agit habituellement d'employés de l'organisation désignée comme responsable. Le coordonnateur de l'intervention veille à la mobilisation des partenaires, à la supervision et au soutien des intervenants, ainsi qu'à la coordination globale du projet.

- Des équipes du jeune et de la famille (composées de membres de la famille, de fournisseurs de services rémunérés et de membres de la collectivité tels que des enseignants et des mentors) sont formées pour chaque participant au programme. Cette équipe constitue un groupe de personnes – choisies en consultation avec la famille et ayant des liens avec elle par l'entremise de relations de soutien naturelles, communautaires et officielles – qui connaissent le jeune et ses besoins complexes et qui travaillent en partenariat en vue de s'assurer que les besoins du jeune sont comblés avec compétence culturelle dans tous les secteurs. Cette équipe dresse et applique le plan d'intervention.

- Une évaluation des besoins est effectuée, et un plan d'intervention exhaustif axé sur le jeune est établi et continuellement mis à jour. Ce plan d'intervention cerne les forces et les faiblesses particulières du jeune dans différents domaines, leur fixe des objectifs précis et leur propose des plans d'action. Il explique le rôle que devra assumer chaque membre de l'équipe (y compris le jeune et la famille) dans la réalisation des objectifs.

- Dans le but d'atteindre l'objectif énoncé dans le plan d'intervention *Wraparound*, l'équipe élabore et met en œuvre un ensemble personnalisé de stratégies, de soutiens et de services en fonction de la disponibilité et des ressources existantes, comme l'aide à l'emploi, les activités prosociales (sport, musique, etc.), le soutien scolaire et le développement personnel (ateliers à thème, estime de soi). Le coordonnateur de l'intervention évalue le jeune en plus d'établir et de mettre en œuvre chaque plan d'intervention. Cette personne est formée à coordonner le processus *Wraparound* pour une famille.

Sites de mise en œuvre au Canada financés par Sécurité publique Canada

De 2007 à 2019, 16 organisations au Canada auront reçu un financement dans le cadre du FLAGJ en vue de mettre en œuvre un projet fondé sur l'approche *Wraparound*. En 2018, six organisations poursuivent la mise en œuvre d'un projet local fondé sur l'approche *Wraparound*. Les responsables des projets nommés ci-dessous pourraient avoir mis en œuvre le programme *Wraparound* seul ou en combinaison avec d'autres interventions efficaces clés, de manière à obtenir un « programme hybride ». Pour plus de renseignements sur les projets terminés et les résultats obtenus, veuillez consulter les sommaires d'évaluation et les publications *Prévention du crime en action* disponibles sur le site Web de Sécurité publique Canada.

Tableau 1 : Projets Wraparound financés dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime au Canada (2007-2019)

Provinces et territoires	Projets financés	État de la mise en œuvre du programme	État de l'évaluation
Colombie-Britannique	Projet : *Changing Direction in Support of Aboriginal Youth* Bénéficiaire : Native Courtwork & Counselling Association of British Columbia	En cours (2013-2018)	Évaluation des processus et des résultats en cours
	Projet : *Abbotsford Youth Crime Prevention Project* Bénéficiaire : Abbotsford Community Services	Terminée (2009-2014)	Évaluation des processus et des résultats terminée
	Projet : *Wraparound Surrey: A Youth Driven Plan for Gang Violence Prevention* Bénéficiaire : Arrondissement scolaire n° 36	Terminée (2008-2013)	Évaluation des processus et des résultats terminée
Alberta	Projet : *Identity-based intervention: Preventing Criminal Gang Involvement of Youth from Immigrant Families* Bénéficiaire : Université de Calgary – Faculté de travail social	En cours (2013-2019)	Évaluation des processus et des résultats en cours
	Projet : *WrapEd* Bénéficiaire : REACH Edmonton Council	En cours (2013-2018)	Évaluation des processus et des résultats en cours
	Projet : *Youth At Risk Development* (YARD) Bénéficiaire : Service de police de Calgary	Terminée (2008-2011)	Évaluation des processus et des résultats terminée
Saskatchewan	Projet : *Regina Anti-Gang Services* (RAGS) Bénéficiaire : North Central Community Association	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée
Manitoba	Projet : *Youth Leading in a Good Way – Oshkiiwaadizag Mino Niigaaniiwad* Bénéficiaire : West Region Child and Family Services Inc.	En cours (2013-2018)	Évaluation des processus et des résultats en cours
	Projet : Les projets du FLAGJ à Winnipeg – Projet OASIS Bénéficiaire : New Directions	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée

Provinces et territoires	Projets financés	État de la mise en œuvre du programme	État de l'évaluation
Ontario	Projet : *Gang Prevention Strategy* Bénéficiaire : Living Rock Ministries	Terminée (2007-2011)	Évaluation des processus et des résultats terminée
	Projet : *Positive Alternative to Youth Gangs* (PAYG) Bénéficiaire : San Romanoway Revitalization Association	Terminée (2007-2011)	Évaluation des processus et des résultats terminée
	Projet : *Youth and Adult Anti-Gang Program* (YOS) Bénéficiaire : Niagara Citizens Advisory Committee Inc.	Terminée (2007-2011)	Évaluation des processus et des résultats terminée
Québec	Projet : Solutions de rechange et acquisition de compétences pour les 12-24 ans Bénéficiaire : Maison des jeunes Par la Grand'Porte	En cours (2013-2018)	Évaluation des processus et des résultats en cours
Nouvelle-Écosse	Projet : Projet *Souls Strong* Demandeur : Services communautaires et de loisirs de la Municipalité régionale d'Halifax	En cours (2013-2018)	Évaluation des processus et des résultats en cours
	Projet : *Youth Advocate Program* (YAP) Bénéficiaire : Municipalité régionale d'Halifax	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée

Leçons tirées des expériences de l'approche *Wraparound*

Les évaluations donnent à penser qu'un certain nombre de leçons ont été tirées des étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre de l'approche *Wraparound* (Debicki, 2011; Kamradt, 2010; Smith-Moncrieffe, 2013). En voici quelques-unes :

- L'importance de créer un plan complet des ressources de la collectivité.
- L'importance de fixer des attentes réalistes à l'égard du projet.
- L'importance de mettre en pratique l'approche *Wraparound* et de s'assurer que les fournisseurs de services comprennent ce qu'elle suppose.
- Un accès rapide aux services exige l'établissement de relations et de la persévérance.
- Un système de partenariats solide est nécessaire pour mettre en œuvre l'approche *Wraparound* efficacement.
- La collectivité et les partenaires doivent travailler ensemble avec chaque enfant, jeune ou adulte et sa famille pour l'atteinte d'un but commun.

- Les intervenants ont besoin d'un bon enseignement ou encadrement clinique afin de pouvoir mettre en œuvre le modèle fidèlement et efficacement.

- Les enfants, les jeunes et les adultes ainsi que leur famille doivent entretenir des liens avec des groupes communautaires qui les aident à rétablir des réseaux sociaux positifs, afin qu'ils puissent se recréer un bon filet de sécurité.

Une fois les évaluations des processus et des résultats des projets *Wraparound* en cours terminées, d'autres leçons apprises et résultats seront diffusés et publiés.

Pour plus de renseignements
Veuillez visiter le site Web de Wrap Canada ou consulter le guide de ressources *Wraparound* disponible sur le site Web de la National Wraparound Initiative. Les deux ressources sont disponibles en anglais seulement.

Gang Reduction Program

Cadre théorique
Le *Gang Reduction Program* (GRP) a été lancé en 2003 par le National Gang Center des États-Unis d'après le *Comprehensive Gang Model* de l'Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention (OJJDP). Le GRP est une approche globale, intégrée et coordonnée à plusieurs facettes qui souligne l'importance de répondre aux besoins individuels des jeunes et d'apporter des changements dans les familles, les organisations et les collectivités. Il se concentre sur l'évaluation des besoins des jeunes et s'efforce de leur fournir des services de soutien personnalisés et de répression des gangs en faisant intervenir la famille, les organismes locaux et la collectivité (Cahill et Hayeslip, 2010). Les principaux objectifs du GRP sont les suivants : mieux comprendre les problèmes de gangs à l'échelle locale grâce au plan local et à la détermination des besoins et des ressources; mobiliser plusieurs intervenants ou obtenir leur participation afin de réaliser une intervention coordonnée et d'établir de solides partenariats locaux; et réduire la criminalité et la violence chez les gangs de jeunes par une combinaison d'activités et de programmes de prévention primaire, de prévention secondaire, d'intervention, de répression et de réintégration.

Composantes clés de la mise en œuvre
Le GRP se compose de cinq stratégies fondamentales qui tirent leur origine de la résolution de problèmes intégrée et axée sur l'équipe. Il s'appuie d'abord et avant tout sur l'idée que l'absence de possibilités sociales et le degré de désorganisation sociale dans une collectivité contribuent au problème des gangs de jeunes. Des facteurs tels que la pauvreté, le racisme institutionnel, de mauvaises politiques sociales et des contrôles sociaux absents ou mal dirigés sont importants. Les stratégies fondamentales, tout aussi importantes les unes que les autres et à mettre en œuvre en même temps, sont les suivantes :

- Mobilisation communautaire – faire participer la collectivité à la résolution du problème des gangs.

- Intervention sociale – aborder les lacunes et les enjeux sociaux, comme les troubles mentaux, le dysfonctionnement familial, la toxicomanie et d'autres facteurs qui réduiront la capacité d'un membre de gang de quitter celui-ci.

- Prestation de possibilités – offrir aux membres de gangs des possibilités d'éducation et d'emploi.

- Répression des gangs – réduire la capacité des gangs de porter préjudice à la collectivité.

- Changement et développement organisationnels – améliorer la capacité des organisations et des organismes de lutter contre les gangs.

Il est établi que le GRP permet de réduire les crimes graves liés aux gangs dans les collectivités aux prises avec des problèmes de gangs. Cette approche constitue, en somme, un cadre flexible dont les collectivités peuvent se servir pour planifier une solution exhaustive à la criminalité liée aux gangs.

Sites de mise en œuvre au Canada financés par Sécurité publique Canada

De 2007 à 2019, dix organisations au Canada auront reçu un financement dans le cadre du FLAGJ en vue de mettre en œuvre un projet fondé sur le GRP. En 2018, trois organisations poursuivent la mise en œuvre d'un projet local fondé sur le GRP. Les responsables des projets nommés ci-dessous pourraient avoir mis en œuvre le GRP seul ou en combinaison avec d'autres interventions efficaces clés, de manière à obtenir un « programme hybride ». Pour plus de renseignements sur les projets terminés et les résultats obtenus, veuillez consulter les sommaires d'évaluation et les publications *Prévention du crime en action* disponibles sur le site Web de Sécurité publique Canada.

Tableau 2 : Projets du GRP financés dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime au Canada (2007-2020)

Provinces et territoires	Projets financés	État de la mise en œuvre du programme	État de l'évaluation
Colombie-Britannique	Projet : *Surrey Gang Reduction Program* Bénéficiaire : Le conseil scolaire de l'arrondissement scolaire n° 36	En cours (2015-2020)	Évaluation des processus et des résultats en cours
	Projet : *Abbotsford Comprehensive Community Action for Gang Reduction Project* Bénéficiaire : Abbotsford Community Services	En cours (2013-2018)	Évaluation des processus et des résultats en cours
Alberta	Projet : *Effective Community Response to Immigrant Youth Gang Crime Project* Bénéficiaire : Centre for Newcomers	Terminée (2009-2013)	Seule une évaluation des processus a été effectuée
Manitoba	Projet : Projets du FLAGJ à Winnipeg – *Just TV* Bénéficiaire : Broadway Neighbourhood Centre	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée
	Projet : Projets du FLAGJ à Winnipeg – Projet OASIS Bénéficiaire : New Directions	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée
	Projet : Projets du FLAGJ à Winnipeg – *Turning the Tides* Bénéficiaire : Ndinawemaaganag Endaawaad Inc. – Ndinawe	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée
Ontario	Projet : *Youth At Risk Development* (YARD Hamilton) Bénéficiaire : Société John Howard de Hamilton, Burlington et les environs	En cours (2013-2018)	Évaluation des processus et des résultats en cours
	Projet : *My Regent Park* Bénéficiaire : Dixon Hall	Terminée (2009-2013)	Seule une évaluation des processus a été effectuée

Provinces et territoires	Projets financés	État de la mise en œuvre du programme	État de l'évaluation
	Projet : *Waterloo Regional Gang Prevention Project* Bénéficiaire : Municipalité régionale de Waterloo – Social Services, Social Planning, Policy and Program Administration	Terminée (2009-2013)	Seule une évaluation des processus a été effectuée
	Projet : *Durham Youth Gang Strategy* (DYGS) Bénéficiaire : Durham Family Court Clinic et la Fondation Murray McKinnon	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée

Leçons tirées des expériences du GRP

Les évaluations donnent à penser qu'un certain nombre de leçons ont été tirées des étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets du GRP (Cahill et Hayeslip, 2010). En voici quelques-unes :

- Le leadership solide d'un coordonnateur de site, la surveillance étroite du National Gang Center/de l'OJJDP pendant les étapes de planification stratégique et de mise en œuvre, de même que la disponibilité d'une aide technique, ont contribué aux progrès réalisés pendant la mise en œuvre dans les sites.
- L'organisation responsable doit réaliser une analyse appropriée des besoins de la collectivité et bien connaître les services, les ressources et les organismes en place accessibles pour soutenir les jeunes à risque de se joindre à un gang.
- Les sites de mise en œuvre doivent être en mesure de démontrer un niveau suffisant de préparation.

Une fois les évaluations des processus et des résultats des projets GRP en cours terminées, d'autres leçons apprises et résultats seront diffusés et publiés.

Pour plus de renseignements

Veuillez visiter le site Web du National Gang Center. Disponible en anglais seulement.

Youth Violence Reduction Partnership

Cadre théorique

Le *Youth Violence Reduction Partnership* (YVRP) – aussi appelé le *Philadelphia Youth Violence Reduction Partnership* – a d'abord été lancé par les organismes de services à la jeunesse et les organismes de justice pénale de Philadelphie en 1999. Le YVRP s'adresse aux membres de gangs de rue dans les zones de poste de police affichant les plus hauts taux d'homicide parmi les jeunes. Les principaux objectifs du programme consistent à réduire les crimes violents (en particulier les homicides) commis par ou contre des jeunes et à favoriser la réinsertion sociale.

Ce programme découle d'un étroit partenariat entre divers organismes publics (police, probation) et organismes communautaires (travailleurs de rue, organismes religieux) qui travaillent auprès du groupe client. Les organismes servant les jeunes et les organismes de justice pénale travaillent en collaboration pour trouver un juste équilibre entre une surveillance intensive et un soutien thérapeutique complet. On fournit aux jeunes une surveillance accrue afin de les aider à accéder à d'importantes ressources (emploi, mentorat, lien d'attachement à l'école, counseling, soins de santé et traitement de la

toxicomanie). Le programme vise aussi à accroître la stabilité des familles des participants grâce à des efforts comme la recherche d'emploi pour les parents et un soutien à la recherche d'un logement.

Composantes clés de la mise en œuvre

- Surveillance : Les agents de police et de probation exercent conjointement une surveillance étroite des activités des jeunes pour s'assurer qu'ils respectent les conditions de leur mise en liberté. Cette surveillance a pour objet de montrer aux jeunes visés qu'ils sont plus susceptibles d'être punis pour leurs crimes, et que tout manquement aux conditions de leur probation ou violation de ces conditions sera sanctionné.

- Mesures pour faciliter la réinsertion sociale : Des travailleurs d'approche communautaire tissent un lien réel avec les jeunes et les aiguillent vers des ressources pouvant les aider à sortir de la rue. Le YVRP fournit aux participants des ressources comme le mentorat, les soins de santé, le traitement de la toxicomanie, le counseling professionnel et un soutien à la recherche d'emploi. Ces travailleurs d'approche communautaire aident aussi les parents des jeunes à trouver un emploi et un logement et à obtenir des soins de santé.

Sites de mise en œuvre au Canada financés par Sécurité publique Canada

De 2007 à 2020, six organisations au Canada auront reçu un financement dans le cadre du FLAGJ en vue de mettre en œuvre un projet fondé sur le YVRP. En 2018, deux organisations poursuivent la mise en œuvre d'un projet local fondé sur le YVRP. Les responsables des projets nommés ci-dessous pourraient avoir mis en œuvre le YVRP seul ou en combinaison avec d'autres interventions efficaces clés, de manière à obtenir un « programme hybride ». Pour plus de renseignements sur les projets terminés et les résultats obtenus, veuillez consulter les sommaires d'évaluation et les publications Prévention du crime en action disponibles sur le site Web de Sécurité publique Canada.

Tableau 3 : Projets du YVRP financés dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime au Canada (2007-2021)

Provinces et territoires	Projets financés	État de la mise en œuvre du programme	État de l'évaluation
Saskatchewan	Projet : *Northern Integration Initiative* Bénéficiaire : Gouvernement de la Saskatchewan – ministère des Services correctionnels, de la Sécurité publique et des Services policiers	En cours (2015-2020)	Évaluation des processus et des résultats en cours
Manitoba	Projet : Les projets du FLAGJ à Winnipeg – *Just TV* Bénéficiaire : Broadway Neighbourhood Centre	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée
	Projet : Les projets du FLAGJ à Winnipeg – *West Central Youth Outreach* Bénéficiaire : Spence Neighbourhood Association et West Central Women's Resource Centre	Terminée (2007-2011)	Évaluation des processus et des résultats terminée
Ontario	Projet : *Positive Alternative to Youth Gangs* (PAYG) Bénéficiaire : San Romanoway Revitalization Association	Terminée (2007-2011)	Évaluation des processus et des résultats terminée
	Projet : *Taking Action Against Gang* Scarborough (TAAGS) Bénéficiaire : Agincourt Community Services Association	En cours (2013-2019)	Évaluation des processus et des résultats en cours
Québec	Projet : Programme de suivi intensif de Montréal – Gangs de rue Bénéficiaire : Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire	Terminée (2007-2011)	Évaluation des processus et des résultats terminée

Leçons tirées des expériences du YVRP

Les évaluations donnent à penser qu'un certain nombre de leçons ont été tirées des étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets du YVRP (Lafortune et al., 2016; Wortley, 2011) :

- Un ratio employés-élèves inférieur permettrait d'assurer une meilleure prestation de services et d'accroître l'efficacité du counseling (ce qui comprend un plus grand nombre de séances individuelles).

- Il est absolument nécessaire de faire intervenir les familles dans le soutien des jeunes. Comme les approches auprès des jeunes, les soutiens aux familles devraient être personnalisés, axés sur les forces, flexibles et fondés sur la confiance.

- Dans la mesure du possible, les jeunes devraient être consultés dans la planification du programme, la mise en œuvre et la diffusion des connaissances.

- L'admission de jeunes qui ne sont pas à risque ou qui présentent un risque « trop faible » entraînera une tendance pouvant mener à la fausse conclusion que le projet n'était pas efficace.

- Les projets cherchant à soutenir les jeunes membres de gangs ou à risque devraient permettre la personnalisation des interventions en fonction des besoins. La flexibilité des approches constitue un facteur clé.

Pour plus de renseignements

Veuillez visiter le **site Web** du National Gang Center. Disponible en anglais seulement.

Cercle de courage[MD]

Cadre théorique

Le Cercle de courage[MD] est un modèle de développement positif et d'habilitation des jeunes qui intègre les philosophies autochtones de l'éducation des enfants, le patrimoine de l'éducation et du travail des jeunes, de même que la recherche contemporaine sur la résilience, et qui a été développé par Larry Brendtro, Martin Brokenleg et Steve Van Bockern[2]. Le modèle du Cercle de courage[MD] a été appliqué à l'échelle mondiale dans des écoles et des centres de traitement ainsi que dans le cadre de programmes d'épanouissement des familles et des jeunes.

Composantes clés de la mise en œuvre

- Cette approche est graphiquement illustrée par un cercle – la roue de médecine – qui est divisée en quadrants correspondant aux quatre valeurs fondamentales : l'appartenance, la maîtrise, l'indépendance et la générosité. Même si les quatre dimensions du Cercle de courage[MD] peuvent être décrites individuellement, il faut les comprendre de façon globale.

- Cette approche met l'accent sur l'importance d'adopter une méthode globale et holistique, où la famille, l'école et les membres de la collectivité participent et travaillent en collaboration.

- Le thème central de cette approche est qu'il doit y avoir un ensemble de valeurs partagé dans toute collectivité pour qu'il soit possible de créer un environnement qui, au bout du compte, sera bénéfique pour tous.

Le Cercle de courage[MD] permet une certaine souplesse quant à la façon dont il est mis en œuvre et adapté en fonction des besoins, des ressources et des enjeux de criminalité particuliers de la collectivité. En effet, le Cercle de courage[MD] n'est ni un programme universel, ni un programme manualisé; il doit plutôt être considéré comme une approche générale en prévention du crime. Les enjeux de criminalité et les facteurs de risque ciblés par ce modèle varient selon le contexte de la mise en œuvre; le projet s'est attaqué aux gangs de jeunes et aux activités liées aux gangs dans certains des sites de mise en œuvre.

Sites de mise en œuvre au Canada financés par Sécurité publique Canada

De 2007 à 2012, trois organisations au Canada ont reçu un financement dans le cadre du FLAGJ en vue de mettre en œuvre un projet fondé sur le Cercle de courage[MD]. Les responsables des projets nommés ci-dessous ont mis en œuvre le Cercle de courage[MD] en combinaison avec d'autres interventions efficaces clés, de manière à obtenir un « programme hybride ». Pour

---

[2] Pour plus de renseignements, voir Brendo, L., Bockern, S. et Brokenleg, M. (2002). *Reclaiming youth at risk: Our hope for the future*. Bloomington, IN : Solution Tree Press.

plus de renseignements sur les projets terminés et les résultats obtenus, veuillez consulter les sommaires d'évaluation et les publications *Prévention du crime en action* disponibles sur le site Web de Sécurité publique Canada.

Tableau 4 : Projets du Cercle de courage[MD] financés dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime au Canada (2007-2012)

Provinces et territoires	Projets financés	État de la mise en œuvre du programme	État de l'évaluation
Saskatchewan	Projet : *Regina Anti-Gang Services* (RAGS) Bénéficiaire : North Central Community Association Regina Anti-Gang Services	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée
	Projet : *Youth Alliance Against Gang Violence* (YAAGV) (aussi connu sous le nom de *Warrior Spirit Walking Program*) Bénéficiaire : PA Outreach Program Inc.	Terminée (2007-2012)	Évaluation des processus et des résultats terminée
Manitoba	Projet : Projets du FLAGJ à Winnipeg – Cercle de courage[MD] Bénéficiaire : Ka Ni Kanichihk Inc.	Terminée (2007-2011)	Évaluation des processus et des résultats terminée

Leçons tirées des expériences du Cercle de courage[MD] au Canada

Malheureusement, pour l'instant, aucune étude d'évaluation canadienne n'a examiné explicitement les étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cercle de courage[MD] à lui seul. Il faudrait mener de plus amples évaluations des processus et des résultats pour acquérir des connaissances sur ce modèle au Canada.

Pour plus de renseignements

Veuillez visiter le site Web *Circle of Courage® – Reclaiming Youth*. Disponible en anglais seulement.

Option 2 – mettre en œuvre une intervention personnalisée

Les demandeurs peuvent décider de mettre en œuvre **deux** interventions ou plus qui ont donné des résultats valables, afin de bâtir une approche personnalisée de la lutte contre les gangs de jeunes et la violence chez les jeunes, compte tenu du contexte particulier, des ressources disponibles et des capacités communautaires. Plusieurs interventions ont occasionné des résultats positifs auprès des jeunes à risque d'adhérer à un gang et de ceux qui en font déjà partie, comme le montre le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Interventions de lutte contre les gangs de jeunes ayant des effets positifs

Contribution au changement positif dans les attitudes	Contribution au changement positif dans les facteurs de risque et de protection	Contribution au changement positif dans les comportements
Activités de sensibilisation aux risques associés aux gangs et au recrutement	Activités de sensibilisation aux risques associés aux gangs et au recrutement	Activités de sensibilisation aux risques associés aux gangs et au recrutement
Gestion des cas	Gestion des cas	Gestion des cas
Counseling	Counseling	Counseling
Éducation sur la drogue, l'alcool et les dépendances	Éducation sur la drogue, l'alcool et les dépendances	Éducation sur la drogue, l'alcool et les dépendances
Formation et soutien en emploi	Formation et soutien en emploi	Formation et soutien en emploi
		Saines relations (avec les pairs)
Apprentissage et éducation		
Formation sur la gestion de la dynamique de vie et la prise de décisions (aptitudes à la vie quotidienne)	Formation sur la gestion de la dynamique de vie et la prise de décisions (aptitudes à la vie quotidienne)	
**Arts (musique et artisanat)	**Arts (musique et artisanat)	
**Activités culturelles et apprentissage par le service communautaire	** Activités culturelles et apprentissage par le service communautaire	** Activités culturelles et apprentissage par le service communautaire
		**Activités sportives/récréatives

Les renseignements fournis dans le tableau ci-dessus proviennent d'un rapport préparé par Sécurité publique Canada qui résumait les effets de dix projets de lutte contre les activités des gangs de jeunes financés dans le cadre du Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes (FLAGJ) entre 2007 et 2012.[3] Comme il est illustré ci-dessus, le rapport a recensé plusieurs interventions qui ont eu des effets positifs sur les attitudes, les facteurs de risque et de protection et les comportements des participants. Pour qu'une intervention soit incluse dans le tableau, il fallait que le changement positif soit observé dans au moins 60 % des études d'évaluation[4]. Il est à noter que la durée (nombre d'heures, de semaines et de séances) des interventions

[3] Le rapport *Projets du Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes : Qu'est-ce que nous avons appris au sujet de ce qui fonctionne pour prévenir la participation à des activités de gangs?* est disponible sur le site Web de Sécurité publique Canada.

[4] Les interventions qui ont entraîné un changement positif dans moins de 20 % des projets de lutte contre les gangs de jeunes sont les suivantes : (1) promotion au nom des jeunes; (2) thérapie avec un psychologue; (3) activités récréatives complémentaires (p. ex. théâtre);

n'a pas été signalée dans les études individuelles, ce qui rend difficile l'évaluation de la quantité requise pour provoquer un changement dans les attitudes, les facteurs de risque et de protection et les comportements d'un participant (Smith-Moncrieffe, 2013).

La liste des interventions donnée aux pages suivantes contient quelques exemples seulement et ne se veut pas exhaustive. Par conséquent, les demandeurs peuvent proposer une approche incluant des interventions qui ne sont pas nommées ici. Différentes interventions conviennent à différents problèmes liés aux gangs de jeunes ou à la violence chez les jeunes. Le choix des interventions et appropriées dépendra des caractéristiques des problèmes cernés et des facteurs de risque et de protection particuliers ciblés, ainsi que d'autres facteurs tels que la disponibilité des ressources locales, la capacité de former des gens à la mise en œuvre d'une initiative donnée et les partenariats requis pour mettre en œuvre les initiatives. Le projet peut intervenir à l'échelle individuelle, à l'échelle communautaire ou les deux.

Activités de sensibilisation aux risques associés aux gangs et au recrutement

Ce type d'intervention vise à sensibiliser les gens à la réalité des gangs de jeunes, à réduire le nombre de membres de gangs et à limiter l'efficacité des stratégies de recrutement des gangs. Les approches communes comprennent des activités qui renforcent les attitudes prosociales envers les forces de l'ordre et encouragent des attitudes moins positives envers les gangs, qui favorisent l'utilisation d'anciens membres de gangs comme enseignants et qui offrent des ateliers éducatifs sur les stratégies de sortie des gangs. Ce type d'intervention convient aux collectivités où il y a participation intergénérationnelle aux activités de gangs, fréquentation de pairs membres de gangs et bon nombre de placements à l'extérieur du domicile dans le système de protection de l'enfance ou des établissements correctionnels. Soixante-dix pour cent (70 %) des projets financés par le FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Apprentissage et éducation

L'apprentissage et l'éducation englobent toutes les activités qui contribuent à promouvoir l'attachement à l'école, l'alphabétisation ainsi que les compétences et la réussite scolaires. Des interventions intégrant ces activités ont notamment été mises en œuvre dans les programmes scolaires, les programmes d'activités parascolaires et les initiatives communautaires. Les activités d'apprentissage et d'éducation typiques comprennent l'aide aux devoirs, le développement des compétences en lecture et l'exploration des possibilités d'études après le secondaire. Ce type d'intervention peut être intégré à des programmes d'aide aux jeunes dont le niveau de scolarité est limité et qui n'ont pas de lien avec l'école. Soixante-dix pour cent (70 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Counseling

Le counseling est un terme général utilisé pour définir la pratique qui consiste à fournir de l'aide et des conseils psychologiques aux jeunes à risque ou membres de gangs. Les interventions de counseling appuient le mieux-être et la croissance prosociale chez les participants tout en abordant les questions inhérentes à leur cognition et à leur comportement. De nombreuses branches différentes du counseling peuvent être utilisées comme stratégies d'intervention pour aider les participants au programme en ce qui concerne les questions liées aux facteurs de risque, notamment le counseling individuel, le counseling familial, le counseling en matière de dépendances et la thérapie cognitivo-comportementale. Le counseling peut aider à s'attaquer aux facteurs de risque liés à la criminalité chez les jeunes, comme les traumatismes intergénérationnels, les maladies mentales, l'impulsivité, les problèmes d'estime de soi, les troubles du développement et la colère. Quatre-vingts pour cent (80 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Éducation sur la drogue, l'alcool et les dépendances

L'éducation sur la drogue, l'alcool et les dépendances est un type d'intervention visant à réduire les dommages causés par l'alcool et d'autres drogues, et à enseigner aux jeunes à risque ou membres de gangs quels sont ces dommages. Ce type

---

(4) stages non rémunérés; et (5) activités de littératie financière. Ces dernières étaient moins susceptibles d'entraîner un changement positif, en plus d'être difficiles à mesurer. En particulier, il est à noter que les interventions comme les stages et la consultation d'un psychologue sont difficiles à mesurer, surtout à cause des obstacles à la collecte de données.

d'intervention est également important pour doter les jeunes des compétences nécessaires pour résister à l'attrait des substances licites et illicites. L'éducation sur la drogue, l'alcool et les dépendances devrait être dispensée dans les collectivités où l'abus de substances est un facteur de risque courant. Soixante-dix pour cent (70 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Formation et soutien en emploi

La prestation d'une formation professionnelle et d'un soutien aux jeunes à risque ou membres de gangs englobe toutes les activités qui aident les jeunes à améliorer leur potentiel d'emploi. Les activités spécifiques de formation à l'emploi peuvent inclure l'amélioration des attitudes à l'égard de l'emploi, l'aide à la préparation des *curriculum vitæ*, la formation aux entrevues, la recherche d'emploi et l'encadrement en cours d'emploi. La formation et le soutien en emploi sont importants pour les collectivités où la pauvreté et le manque de compétences nécessaires à l'employabilité chez les jeunes sont des facteurs de risque prédominants. Quatre-vingts pour cent (80 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Gestion de la dynamique de vie et prise de décisions (aptitudes à la vie quotidienne)

Les aptitudes à la vie quotidienne, comme la gestion de la dynamique de vie et la prise de décisions, revêtent une importance particulière pour les jeunes à risque ou membres de gangs; ces compétences aident les jeunes à se doter des outils nécessaires pour se développer sur le plan psychosocial, accroître leur résilience, nouer des relations positives et mener une vie plus saine. Ces compétences sont encouragées au moyen de séances de formation, d'activités et de cours en classe, de manière à favoriser la résilience des jeunes. Outre la gestion de la dynamique de vie et la prise de décisions, d'autres exemples d'aptitudes à la vie quotidienne comprennent le leadership, la gestion du temps, la résolution de conflits et la résolution de problèmes. L'apprentissage de la gestion de la dynamique de vie, de la prise de décisions et d'autres aptitudes à la vie quotidienne est important dans les collectivités où le faible taux de résolution des conflits et l'impulsivité sont considérés comme des problèmes pour les jeunes. Soixante-dix pour cent (70 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Gestion des cas

La gestion des cas est un processus dans le cadre duquel des employés formés travaillent avec des jeunes à risque ou membres de gangs pour créer un cursus et un plan de soutien social sur mesure. Cette collaboration reconnaît les facteurs de risque et de protection que présentent les jeunes (et leur famille) et les met en contact avec les services dont ils bénéficieraient le plus. Elle comprend généralement la surveillance des progrès du participant, ainsi que la réévaluation et la modification de la prestation des services de sorte que l'intervention corresponde aux progrès développementaux de la personne. Les services assurés dans le cadre de la gestion des cas peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, le counseling en matière de dépendances, les programmes d'emploi, les programmes d'éducation et les ateliers sur le leadership. La gestion des cas est très souple en ce sens qu'elle peut aider les jeunes qui présentent de nombreux facteurs de risque et caractéristiques individuels et sociaux; une collaboration et des partenariats pour la résolution de problèmes dans la collectivité sont toutefois nécessaires à une pratique efficace. Quatre-vingts pour cent (80 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Saines relations

Ce type d'intervention aide les jeunes à risque ou membres de gangs à cultiver des relations positives avec des pairs prosociaux et, en même temps, décourage les relations avec les pairs antisociaux et les jeunes membres de gangs. Dans la prestation de ce type d'intervention, on met l'accent sur l'importance des interactions positives avec les pairs. Parmi les activités qui favorisent des relations saines avec les pairs, mentionnons les exercices de renforcement de l'esprit d'équipe, les ligues de sports récréatifs, les cours sur le rôle parental et la sensibilisation aux effets des relations négatives. Il est important d'appuyer les interactions positives avec des pairs prosociaux chez les jeunes des collectivités où il y a des pairs membres de gangs et des

collectivités où il y a participation intergénérationnelle aux activités de gangs. Soixante pour cent (60 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Soutien à la famille

Le soutien à la famille met l'accent sur l'amélioration de la vie familiale et la prestation de services clés de soutien à la famille pour atténuer les facteurs de risque. D'autres interventions comme le counseling et la gestion des cas s'attaqueront également aux problèmes à la maison, d'où l'importance de ce type d'intervention. Les interventions familiales typiques comprennent la thérapie familiale, l'encadrement des parents, les services de soutien aux parents et les activités d'établissement de liens familiaux pour améliorer la communication. Les programmes de soutien à la famille conviennent le mieux aux collectivités où les familles réagissent au stress par la violence verbale, une faible surveillance de même qu'un manque de liens affectifs, et où des membres de la famille sont affiliés à un gang. Quatre-vingts pour cent (80 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Mentorat

Le mentorat est un terme utilisé pour définir une relation de confiance dans laquelle une personne (un mentor) fournit du soutien, de l'encouragement et une aide générale à une autre personne (un mentoré). Cette relation vise à apporter un soutien aux jeunes à risque ou membres de gangs, de même qu'à favoriser un développement prosocial et des solutions de rechange positives à la pensée et aux comportements négatifs. Les interventions de mentorat comprennent des activités telles que la démonstration et l'enseignement d'aptitudes à la vie quotidienne, le tutorat, l'écoute active, la prestation de conseils et la gestion des crises. Le mentorat est une intervention très personnalisée et peut être adapté aux collectivités en fonction d'un éventail d'enjeux dont l'attachement à l'école, la toxicomanie et la négligence. Soixante pour cent (60 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

NOTA : Les interventions nommées ci-dessous (et précédées de **) devraient être combinées avec au moins une des autres options décrites ci-dessus qui ciblent expressément les risques recensés associés à la participation aux activités de gangs et à la violence chez les jeunes.

**Activités culturelles et apprentissage par le service communautaire

Ce type d'intervention est utilisé dans les programmes de prévention des activités des gangs de jeunes pour aider les participants à reconnaître l'importance de la fierté à l'égard du patrimoine, de l'histoire, de la culture et de l'appartenance. Les activités culturelles et les initiatives d'apprentissage par le service communautaire peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, la narration d'histoires, l'artisanat, les sueries, les cercles, les tambours et le bénévolat. Il s'agit d'un type d'intervention important pour les collectivités où il y a perte d'identité et de culture, sectarisme et sexisme, ou encore hyper-masculinité/féminité. Soixante-dix pour cent (70 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

**Activités sportives/récréatives

Ce type d'intervention a été jumelé à d'autres interventions comme la gestion des cas de base et le développement des aptitudes à la vie quotidienne, de manière à favoriser le développement prosocial et l'activité physique chez les jeunes à risque ou membres de gangs. Ces types d'activités sont utilisés pour attirer la participation à des initiatives de prévention de la violence et des activités de gangs et d'intervention en la matière, et offrent en même temps des avantages supplémentaires (exercice, acquisition d'aptitudes à la vie quotidienne, etc.) Voici des exemples d'activités qui ont été jumelées à des interventions de gestion des cas de base et de développement des aptitudes à la vie quotidienne : matchs de basket-ball improvisés, randonnées en nature, compétitions de danse, etc. Ce type d'intervention a le plus de chances de réussir s'il est jumelé à une gestion des cas qui s'attaque aux facteurs de risque et de protection que présentent les participants. Les collectivités peuvent choisir les activités qui conviendraient le mieux aux intérêts des jeunes participants. Soixante-dix pour cent (70 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

**Arts (musique et artisanat)

Ce type d'intervention est utilisé pour mobiliser les jeunes à risque ou membres de gangs grâce à des activités prosociales, tout en les dotant de compétences et d'un sentiment d'appartenance culturelle qui peuvent atténuer les facteurs de risque et renforcer les facteurs de protection pour les aider dans leur développement. Les arts peuvent aussi servir à réduire la stigmatisation associée à la participation à des programmes de prévention de la violence ou de l'adhésion à un gang, et à accroître la volonté des jeunes de prendre part à ces initiatives. Parmi les exemples d'activités artistiques, mentionnons la réalisation de films, la fabrication de tambours, la musique et les arts dramatiques. Ce type d'intervention est important pour les collectivités où il y a perte d'identité et de culture. Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) des projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012 comprenaient ce type d'intervention.

Partie III : considérations liées à l'élaboration d'un projet solide

Voici quelques suggestions d'éléments à prendre en considération dans l'élaboration d'un projet solide pour lutter contre les activités des gangs de jeunes et la violence chez les jeunes. Les considérations ci-dessous sont basées sur des données probantes empiriques et des leçons tirées d'expériences antérieures de la mise en œuvre et de l'évaluation de programmes.

Évaluation du problème des gangs de jeunes

Défis

Les évaluations antérieures ont démontré que les collectivités qui n'ont pas effectué une évaluation communautaire et clairement défini le problème à résoudre ont eu de la difficulté à mobiliser la collectivité et ont éprouvé des difficultés de mise en œuvre. L'évaluation du problème est une étape cruciale pour la planification des interventions, puisqu'elle aide à effectuer la planification stratégique du projet à développer.

Stratégies

Pour aider les collectivités à comprendre et à définir leur situation particulière liée aux gangs, l'évaluation devrait répondre aux questions suivantes (inspirées de Howell, 2010) :

- Qui sont les personnes impliquées dans les gangs et la violence chez les jeunes, et quels sont leurs facteurs de risque et de protection?
- Qui sont les plus à risque de se joindre à des gangs, et quels sont leurs facteurs de risque et de protection?
- Quelle est l'histoire de ces gangs dans la collectivité?
- Quels sont les crimes commis par ces gangs, quand, où (« points chauds ») et pourquoi?
- Quels services (directs ou connexes) sont actuellement disponibles pour résoudre le problème dans la collectivité, et où y a-t-il des lacunes?

Une évaluation communautaire permet de comprendre qui est impliqué dans la criminalité ou la violence liée aux gangs, le niveau et l'ampleur du problème, la zone où ces activités sont concentrées dans la collectivité, ainsi que les facteurs contributifs au sein de la collectivité (Howell, 2010). L'information recueillie tout au long du processus d'évaluation peut ensuite aider chaque collectivité à définir ses propres problèmes de gangs ou de violence[5].

Au niveau individuel, il est également important d'avoir une idée des facteurs de risque et de protection de chaque participant (individu/famille/pairs/école/collectivité). Pour ce faire, un outil validé d'évaluation du risque devrait être utilisé[6].

Partenariats

Défis

La collaboration entre les partenaires est essentielle à la mise en œuvre et au succès des programmes de lutte contre les activités des gangs de jeunes et la violence chez les jeunes, mais parfois les modalités des engagements, les rôles et responsabilités ainsi que la durée de la participation ne sont pas clairement définis, ce qui peut avoir une incidence sur les partenariats et la participation des partenaires.

---

[5] Le document *A Guide to Assessing Your Community's Youth Gang Problem*, publié par le National Gang Center, constitue un exemple d'outil exhaustif d'évaluation communautaire. Pour plus de renseignements sur cet outil, consulter le site Web du National Gang Center. Disponible en anglais seulement.

[6] Pour obtenir des exemples d'outils d'évaluation du risque, consulter la publication *Outils d'identification des jeunes à risque et outils de mesure du risque de délinquance chez les jeunes*, disponible sur le site Web de Sécurité publique Canada.

Stratégies

Pour être efficaces, les partenariats devraient être établis avec plusieurs groupes tels que les écoles; les organismes de services sociaux, de santé et de santé mentale; les bureaux locaux du gouvernement; les agences de placement; les résidents de la collectivité; les organisations confessionnelles; et d'autres organisations ou organismes locaux œuvrant dans le logement, les parcs et les loisirs, le développement économique, etc. Ce groupe de partenaires (que l'on peut appeler comité directeur, conseil d'administration, groupe consultatif) assume de nombreux rôles et responsabilités[7].

Pour collaborer pleinement avec les partenaires, les organisations doivent former des alliances et adopter une approche qui réunit divers intervenants en fonction d'objectifs communs et d'une infrastructure établie qui appuie les interventions du projet. Indépendamment du type et de la nature du partenariat, il est important de clarifier le rôle et les responsabilités de chaque partenaire à chaque phase de la mise en œuvre afin d'assurer la cohésion et la participation.

Mettre en œuvre le programme avec fidélité

Défis

La quantité de services (degré d'intervention) qui est offerte aux participants aux projets de lutte contre les activités des gangs de jeunes et la violence chez les jeunes constitue un facteur important qui contribue au changement dans les résultats mesurés. Certains programmes déjà établis ont des concepteurs qui prescrivent le degré d'intervention nécessaire pour provoquer un changement. Le cas échéant, il est important de reproduire le programme avec fidélité. En revanche, les demandeurs qui mettent en œuvre un projet personnalisé fondé sur des interventions choisies pourraient avoir plus de difficulté à déterminer le bon degré d'intervention, car la quantité de services offerte par jeune et la durée du projet ne seront pas prescrites. Si l'on se fie aux projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012, le nombre moyen d'heures de participation au programme par participant était de 233, et les projets duraient en moyenne 39 semaines (Smith-Moncrieffe, 2013).

Stratégies

Pour déterminer le degré d'intervention approprié et recenser les domaines et niveaux de facteurs de risque propres à chaque participant au projet, il faut employer un outil validé d'évaluation du risque[8]. Ce genre d'outil permet de cerner les facteurs qui peuvent être modifiés grâce à une intervention ou à un programme personnalisé (de même que les facteurs de protection et les forces dans la vie du jeune), et de guider les décisions concernant la nature des services requis et l'intensité en fonction du niveau de risque (faible, modéré ou élevé) (Vincent, Guy et Grisso, 2012).

Bien qu'il y ait de nombreux avantages à utiliser un outil validé d'évaluation du risque, les demandeurs devraient garder à l'esprit certaines limites, à savoir que la plupart des outils ont été validés auprès de délinquants de race blanche de sexe masculin et au sein du système de justice. Les outils qui tiennent compte de la spécificité des facteurs de risque pour les filles et les femmes, pour la population autochtone ainsi que pour les minorités visibles sont limités, surtout lorsqu'ils sont utilisés dans un contexte communautaire.

Atteindre la clientèle appropriée et réaliser les interventions appropriées

Défis

Il est difficile de trouver et de recruter des jeunes qui conviennent aux projets de lutte contre les activités des gangs de jeunes et la violence chez les jeunes. La clientèle doit être bien définie (l'activité dans les gangs varie selon l'âge, le degré de participation au gang et la gravité de l'infraction). Les responsables des initiatives doivent tenir compte de la clientèle ciblée afin de s'assurer que les soutiens et les services appropriés sont fournis.

---

[7] Pour plus de renseignements sur les partenariats, consulter l'information sur les partenariats disponible sur le site Web de Sécurité publique Canada.

[8] Pour obtenir des exemples d'outils d'évaluation du risque, consulter la publication *Outils d'identification des jeunes à risque et outils de mesure du risque de délinquance chez les jeunes*, disponible sur le site Web de Sécurité publique Canada.

Solutions

Encore une fois, l'utilisation d'un outil d'évaluation du risque aiderait le personnel du projet à recruter la clientèle la plus appropriée pour le projet. Les jeunes qui sont le plus à risque sont plus susceptibles de tirer profit des projets de lutte contre les activités des gangs de jeunes et la violence chez les jeunes. Si l'on se fie aux projets financés dans le cadre du FLAGJ entre 2007 et 2012, les projets qui ont été en mesure d'attirer les jeunes les plus à risque ont connu de plus grandes réductions des principaux facteurs de risque et comportements, dont la participation à des activités de gangs et les infractions non violentes (Smith-Moncrieffe, 2013). Les trois descriptions de groupes ci-dessous peuvent aider les demandeurs à déterminer et à mieux comprendre la clientèle cible de leur projet :

- Délinquants violents, récidivistes et commettant des infractions graves (ces personnes devraient être ciblées aux fins de lutte contre les gangs et de répression des gangs) – Ces délinquants constituent une proportion relativement faible de la population, mais mènent un nombre disproportionné d'activités illégales. En raison de leur niveau élevé de participation à la criminalité et à la violence, on a recours à des mesures ciblées d'application de la loi, de répression et de poursuite.

- Jeunes membres de gangs et leurs associés (ces personnes devraient être ciblées aux fins d'intervention) – Ces jeunes sont impliqués dans un grand nombre d'activités illégales, mais ne font pas nécessairement partie de la catégorie de délinquance la plus élevée par rapport au groupe précédent. Ils sont généralement âgés de 12 à 24 ans et sont candidats à des services d'intervention intensifs. Voici des exemples de services qui peuvent leur être offerts : thérapie individuelle ou de groupe, thérapie familiale, counseling en santé mentale, mentorat, traitement de la toxicomanie, sensibilisation, gestion des cas, aiguillage vers des services et thérapie cognitivo-comportementale. Le niveau d'intervention peut atteindre 40 heures de contact direct sur une période de 130 jours (Howell, 2010)[9]. L'objectif est de faciliter la sortie des gangs et de fournir un soutien continu aux jeunes pour qu'ils en restent loin.

- Jeunes à risque élevé qui ne sont pas encore membres de gangs (ces personnes devraient être ciblées aux fins de prévention) – Ces jeunes ont déjà manifesté des signes précoces de comportements problématiques et présentent un risque élevé d'adhésion à un gang, mais ils ne sont pas encore membres d'un gang. Ils sont généralement âgés de 7 à 14 ans et représentent un bassin de candidats à l'adhésion future à un gang. Les frères et sœurs plus jeunes et les membres de la famille sont particulièrement aptes à recevoir de l'aide. Les jeunes de ce groupe peuvent bénéficier d'une forme quelconque d'évaluation individuelle, d'un soutien familial et de services semblables à ceux offerts aux jeunes qui font déjà partie d'un gang. Comme ils ne sont pas encore membres d'un gang, l'objectif est de réduire la probabilité qu'ils se joignent à un gang en leur offrant des solutions de rechange attrayantes et des possibilités sociales accessibles pour les détourner du mode de vie des gangs.

L'utilisation d'un outil d'évaluation du risque aiderait à situer les personnes dans ces trois catégories, ainsi qu'à planifier l'intensité et la durée des interventions en conséquence.

Stratégies de prévention et d'intervention fondées sur la culture

Défis

Les collectivités d'Autochtones et d'immigrants sont confrontées à une multitude de facteurs de risque, ce qui signifie que les projets de lutte contre les activités des gangs de jeunes et la violence chez les jeunes doivent pouvoir s'occuper d'un certain nombre de questions pragmatiques telles que la prestation de nourriture, la garde d'enfants, le transport et l'alphabétisation, en plus d'essayer de mettre en œuvre une approche fondée sur des données probantes avec fidélité. Les évaluations de programmes antérieures ont fait état des difficultés à obtenir la confiance et la participation des familles admissibles. Ces évaluations ont en outre souligné l'importance de mettre en œuvre des stratégies adaptées aux réalités de la situation de ces

---

[9] 40 heures de contact direct sur une période de 130 jours correspondent à environ 3 heures de contact par jour, ce qui représente près de 15 heures de contact direct au cours d'une semaine de travail de 5 jours.

collectivités, notamment l'isolement et l'éloignement, les réalités politiques et économiques, les déterminants de la santé, les obstacles linguistiques et culturels ainsi que les limites des ressources.

Solutions

Les éléments clés suivants ont été tirés d'approches prometteuses en matière de prévention du crime mises en œuvre dans les collectivités autochtones et du Nord :

- Pertinence culturelle – Il est important que les activités et les processus du programme soient interactifs, respectueux et sensibles aux valeurs traditionnelles autochtones. Des pratiques telles que l'apprentissage à partir du monde naturel, la conscience spirituelle, le mentorat et l'accent sur les styles d'apprentissage par le visuel et par l'audio ont été notées comme des éléments réussis dans les initiatives s'adressant aux jeunes autochtones. Les participants parlent presque toujours favorablement des occasions de chanter, de jouer du tambour, d'assister à des sueries et à des danses rondes et de participer à d'autres activités traditionnelles.

- Approche fondée sur les valeurs – En plus de la pertinence culturelle, les approches prometteuses tiennent compte des réalités sociales et économiques des collectivités autochtones, comme le logement, la pauvreté, la dépendance, la santé mentale et émotionnelle, la capacité communautaire et l'alphabétisation; ces besoins devraient être pris en compte lors de l'adaptation des stratégies d'intervention pour les jeunes à risque dans ces collectivités. La forte demande de services d'accompagnement accentue également l'importance de gagner la confiance de la collectivité, d'obtenir son appui et d'établir des partenariats avec elle afin de maximiser les ressources locales et les chances de succès.

En ce qui concerne les jeunes immigrants, Ngo (2010) recommande les principes suivants pour orienter l'élaboration de programmes et de services destinés à cette population :

- Intégration d'une identité axée sur l'habilitation – Les initiatives doivent présenter des stratégies claires pour promouvoir une identité canadienne, une identité ethnique et un concept de soi positif.

- Promotion de l'équité – Les intervenants doivent tenir compte de l'équité dans l'affectation des ressources et l'accessibilité des services, du soutien et des occasions, qui permettent d'atteindre des résultats équitables en matière de bien-être et de réussite pour les jeunes provenant de familles d'immigrants.

- Participation, coordination et collaboration de multiples intervenants – De multiples personnes et organisations travaillant ensemble peuvent faire en sorte d'accroître les ressources et l'expertise professionnelle, ainsi que d'assurer la prestation d'un soutien spécialisé pour répondre aux besoins propres aux jeunes et veiller à leur développement.

- Approches multiples concernant les services pour les jeunes – En réaction aux expériences de vie et aux besoins complexes des jeunes à risque élevé et des jeunes membres de gangs qui proviennent de familles d'immigrants, les intervenants doivent prêter attention aux multiples aspects des besoins et aux initiatives correspondantes nécessaires pour aborder ce problème complexe.

- Rapidité et adaptation – Les initiatives doivent être rapides et répondre aux besoins des jeunes à risque et des jeunes membres de gangs qui font face à des pressions sociales, à des exigences et à des influences concurrentes.

De plus, afin de faciliter l'adaptation des projets en fonction des cultures, des préoccupations et des contextes locaux, les demandeurs peuvent consulter le document *Adaptations locales de programmes de prévention du crime : Une trousse*. Cette publication offre un guide pratique sur la façon de modifier un programme de manière à accroître son acceptabilité locale et

culturelle, et ce, tout en maintenant son efficacité (voir également Bania, Roebuck et Chase, 2017; Bania, Roebuck, O'Halloran et Chase, 2017)[10].

Stratégies de prévention et d'intervvention en fonction du genre

Défis

Si de nombreux facteurs de risque et motifs incitant les jeunes femmes à se joindre à un gang sont les mêmes que ceux des jeunes hommes, il y a également des différences clés. C'est pour cette raison que les initiatives de prévention et d'intervention devraient comprendre des approches et des programmes non discriminatoires (qui permettent d'améliorer les résultats pour les femmes et pour les hommes) et d'autres propres à chaque genre.

Solutions

Des études récentes ont fait ressortir certains éléments clés de stratégies de prévention et d'intervention sexospécifiques efficaces s'adressant aux jeunes femmes (voir Dunbar, 2017) :

- Elles devraient être offertes dans un environnement sûr et stimulant (comprenant un espace non mixte) permettant le changement sur le plan thérapeutique.
- Elles devraient inclure du contenu qui reflète à la fois les facteurs de risque et les réalités quotidiennes des jeunes femmes : une approche multidisciplinaire, complète et holistique axée sur des solutions visant à aborder les multiples risques, forces et expériences des jeunes femmes (y compris la santé physique et sexuelle, les difficultés pratiques, les compétences de vie, le soutien parental, les expériences de victimisation, les aspirations, la santé mentale et les traumatismes, les possibilités d'instruction, la préparation à l'emploi, la dépendance).
- Elles devraient favoriser l'estime de soi, un comportement sain d'affirmation de soi et l'autonomie pour renforcer la résilience à l'égard d'une victimisation future et offrir des occasions d'autonomie, de croissance et d'exploration de l'identité.
- Elles devraient favoriser des relations respectueuses et positives en tant que mécanisme important pour encourager le changement; faciliter la fréquentation d'autres groupes de pairs; et avoir recours à des mentors, particulièrement des femmes ayant vécu des expériences semblables qui peuvent conseiller les jeunes femmes et à qui celles-ci peuvent s'identifier.
- Elles devraient comprendre la collaboration avec les familles (surtout la relation mère-fille) et la participation d'autres adultes qui soutiennent la résilience à long terme des jeunes femmes en vue d'améliorer l'interaction et la communication, d'établir une structure et une responsabilisation et de favoriser les possibilités.
- Elles devraient continuer à lutter contre la culture des gangs, qui propage des idées selon lesquelles les gangs sont un refuge et personne ne peut quitter un gang sans en subir des graves conséquences, que ces conséquences visent la personne, sa famille ou ses amis.

Emploi d'une équipe d'intervention multidisciplinaire

Défis

Étant donné la complexité de la participation aux activités de gangs et l'importance d'élaborer une stratégie globale pour répondre aux besoins multiples des jeunes qui font partie de gangs et de ceux qui présentent un risque élevé d'adhésion, une équipe d'intervention multidisciplinaire devrait participer au projet proposé.

---

[10] Pour recevoir une copie de ces ressources, veuillez communiquer avec la Division de la recherche, Sécurité publique Canada, à l'adresse PS.CSCCBResearch-RechercheSSCRC.SP@canada.ca.

Solutions

L'équipe d'intervention multidisciplinaire est composée de professionnels de plusieurs secteurs et peut comprendre des organismes de services aux jeunes et de base, des écoles, des centres d'emploi, des organismes d'application de la loi, des organismes de justice (pour les jeunes et les adultes), des services de santé mentale et d'autres (p. ex. organisations confessionnelles, programmes récréatifs, logement, etc.). Les principaux rôles de cette équipe comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- établir un contact avec les jeunes membres de gangs et servir de liens entre ces jeunes, leur famille et les services dont ils ont besoin. Les travailleurs des services d'approche jouent un rôle clé dans la mobilisation active des jeunes membres de gangs et de ceux qui courent un risque élevé de participer à des activités de gangs;
- offrir des interventions et des services ciblés aux clients appropriés membres de gangs et à ceux qui présentent un risque élevé de participer à des activités de gangs;
- aider les clients membres de gangs à quitter les gangs;
- faciliter les changements au sein de la collectivité et entre les organisations (accroître la collaboration et le partage de l'information; éviter le dédoublement des services).

Établissement de relations avec les familles

Défis

Parce qu'ils craignaient de voir leur famille associée aux gangs, les parents ont souvent participé de façon limitée aux projets de lutte contre les activités des gangs de jeunes et la violence chez les jeunes, ce qui a limité leurs occasions de renforcer les valeurs et les stratégies véhiculées par les intervenants du projet. En outre, plus souvent qu'autrement, les parents de jeunes à risque élevé ou membres de gangs présentent habituellement, de façon générale, des facteurs de risque semblables à ceux des participants, notamment l'absence de la vie de l'enfant; un soutien limité pour prendre soin de l'enfant, ce qui nuit à leur capacité de prendre part à un programme; ainsi que des problèmes d'abus de substances et d'autres troubles mentaux (Smith-Moncrieffe, 2013). De plus, les frères et sœurs qui ont des antécédents criminels, surtout ceux qui font partie de gangs de jeunes, « transmettent » souvent leurs comportements aux plus jeunes membres de leur famille.

Solutions

Les pratiques suivantes ont été cernées pour accroître la participation des familles à un projet :

- fournir des services de garde d'enfants aux parents pendant les séances de prestation du programme;
- mener des activités de sensibilisation créatives qui augmentent la participation des parents;
- s'abstenir d'employer le terme « gang » dans les documents de sensibilisation et utiliser plutôt des termes plus généraux – le programme cherche à accroître l'activité prosociale et à réduire la probabilité que les jeunes aient des démêlés avec le système de justice ou se livrent à des activités criminelles;
- recourir à des incitatifs non financiers créatifs pour accroître le recrutement des parents.

Références

Bania, M., Roebuck, B. et Chase, V. (2017). *Adaptations locales des programmes de prévention du crime : trouver l'équilibre optimal entre la fidélité et la correspondance. Analyse documentaire*. Ottawa, Ontario : Sécurité publique Canada.

Bania, M., Roebuck, B., O'Halloran, B. et Chase, V. (2017). *Adaptations locales des programmes de prévention du crime : Trouver l'équilibre optimal entre la fidélité et la correspondance. Éléments clés efficaces des programmes de prévention du crime*. Ottawa, Ontario : Sécurité publique Canada.

Cahill, M. et Hayeslip, D. (2010). Findings from the evaluation of OJJDP's Gang Reduction Program. *Juvenile Justice Bulletin*. Washington D.C. : Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention, département de la Justice des États-Unis.

Caldwell, C. H., Kohn-Wood, L. P., Schmeelk, K. H., Chavous, T. M. et Zimmerman, M. A. (2004). Racial discrimination and racial identity as risk or protective factors for violent behaviors in African American young adults. *American Journal of Community Psychology, 33*(1-2), 91-105.

Chettleburgh, M. C. (2007). *Young thugs: Inside the dangerous world of Canadian street gangs*. Toronto, Ontario : Harper Collins Publishers, Ltd.

Comack, E., Deane, L., Morrissette, L. et Silver, J. (2013). *Indians wear red: Colonialism, resistance, and Aboriginal street gangs*. Halifax, Nouvelle-Écosse : Fernwood.

Debicki, A. (2011). *Making Canadian communities safe: One child and youth at a time. Good Wraparound projects in Canada: A review of NCPC projects*. Rapport inédit. Ottawa, Ontario : Centre national de prévention du crime.

Decker, S. H., Melde, C. et Pyrooz, D. C. (2013). What do we know about gangs and gang members and where do we go from here? *Justice Quarterly, 30*(3), 369-402.

Dorais, M. et Corriveau, P. (2009). *Gangs and girls: Understanding juvenile prostitution*. Montréal, Québec : McGill-Queen's University Press.

Dunbar, L. (2017). *Gangs de jeunes au Canada : Examen des questions et enjeux actuels*. Ottawa, Ontario : Sécurité publique Canada.

Esbensen, F.-A., Peterson, D., Taylor, T. J. et Freng, A. (2010). *Youth violence: Sex and race differences in offending, victimization, and gang membership*. Philadelphie, PA : Temple University Press.

Goodwill, A. (2016). A critical incident technique study of the facilitation of gang entry: Perspectives of Indigenous men ex-gang members. *Journal of Aggression, Maltreatment & Trauma, 25*(5), 518-536.

Grekul, J. et LaBoucane-Benson, P. (2008). Aboriginal gangs and their (dis)placement: Contextualizing recruitment, membership, and status. *Revue canadienne de criminologie et de justice pénale = Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice, 50*(1), 59-82.

Grekul, J. et LaRocque, P. (2011). "Hope is absolute": Gang-involved women – perceptions from the frontline. *Aboriginal Policy Studies, 1*(2), 132-160.

Hautala, D. S., Sittner, K. J. et Whitbeck, L. B. (2016). Prospective childhood risk factors for gang involvement among North American Indigenous adolescents. *Youth Violence and Juvenile Justice, 14*, 390-410.

Higgins, G. E., Khey, D. N., Dawson-Edwards, C. et Marcum, C. D. (2012). Examining the link between being a victim of bullying and delinquency trajectories among an African American sample. *International Criminal Justice Review, 22*(2), 110-122.

Howell, J. C. (2010). Gang prevention: An overview of research and programs. *Juvenile Justice Bulletin*. Washington D.C. : Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention, département de la Justice des États-Unis.

Kamradt, B. (Avril 2010). *Lessons learned from Wraparound Milwaukee: Has it been worth it?* Présentation à la Children's Behavioral Health Conference de 2010. Norman, OK.

Kanu, Y. (2008). Educational needs and barriers for African refugee students in Manitoba. *Revue canadienne de l'éducation = Canadian Journal of Education, 31*(4), 915-940.

Khenti, A. A. (2013). Homicide among young Black men in Toronto: An unrecognized public health crisis? *Revue canadienne de santé publique = Canadian Journal of Public Health, 104*(1), e12-e14.

Krohn, M. D., Schmidt, N. M., Lizotte, A. J. et Baldwin, J. M. (2011). The impact of multiple marginality on gang membership and delinquent behavior for Hispanic, African American, and White male adolescents. *Journal of Contemporary Criminal Justice, 27*(1), 18-42.

Lafortune, D., Morselli, C., Guay, J.-P., Fredette, C., Gagnon, C. et Royer, M.-N. (2016). *Programme de suivi intensif de Montréal – Gangs de rue*. Rapport d'évaluation final. Présenté à Sécurité publique Canada. Sommaire de recherche repéré à https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/2017-s007/index-fr.aspx

Lauderdale, M. et Burman, M. (2009). Contemporary patterns of female gangs in correctional settings. *Journal of Human Behavior in the Social Environment, 19*, 258-280.

Li, X., Stanton, B., Pack, R., Harris, C., Cottrell, L. et Burns, J. (2002). Risk and protective factors associated with gang involvement among urban African American adolescents. *Youth & Society, 34*(2), 172-194.

Ngo, H. V. (2010). *Unravelling identities and belonging: Criminal gang involvement of youth from immigrant families*. Calgary, Alberta : Centre for Newcomers.

Nimmo, M. (2001). *The 'invisible' gang members: A report on female gang association in Winnipeg*. Winnipeg, Manitoba : Centre canadien de politiques alternatives.

Owusu-Bempah, A. et Wortley, S. (2014). Race, crime, and criminal justice in Canada. Dans S. Bucerius et M. Tonry (dir.), *The Oxford Handbook of Ethnicity, Crime, & Immigration*. Repéré dans Oxford Handbooks Online.

Peterson, D. (2012). Girlfriends, gun-holders, and ghetto-rats? Moving beyond narrow views of girls in gangs. Dans S. Miller, L. D. Leve et P. K. Kerig (dir.), *Delinquent girls: Contexts, relationships and adaptation* (p. 71-84). New York, NY : Springer.

Peterson, D. et Morgan, K. A. (2014). Sex differences and the overlap in youths' risk factors for onset of violence and gang involvement. *Journal of Crime and Justice, 37*(1), 129-154.

Preston, J. P., Carr-Stewart, S. et Bruno, C. (2012). The growth of Aboriginal youth gangs in Canada. *The Canadian Journal of Native Studies, 32*(2), 193-207.

Pyrooz, D. C., Sweeten, G. et Piquero, A. R. (2013). Continuity and change in gang membership and gang embeddedness. *Journal of Research in Crime & Delinquency, 50*, 239-271.

Reed, E., Silverman, J. G., Ickovics, J. R., Gupta, J., Welles, S. L., Santana, M. C. et Raj, A. (2010). Experiences of racial discrimination & relation to violence perpetration and gang involvement among a sample of urban African American men. *Journal of Immigrant Minority Health, 12*, 319-326.

Rossiter, M. J. et Rossiter, K. R. (2009). *Immigrant youth and crime: Stakeholder perspectives on risk and protective factors.* PMC Working Paper Series. Edmonton, Alberta : Prairie Metropolis Centre, Université de l'Alberta.

Salole, A. T. et Abdulle, Z. (2015). Quick to punish : An examination of the school to prison pipeline for marginalized youth. *Revue canadienne de politique sociale = Canadian Review of Social Policy, 72/73*, 124-168.

Sersli, S., Salazar, J. et Lozano, N. (2010). *Gang prevention for new immigrant and refugee youth in BC.* Repéré à **http://www2.gov.bc.ca/assets/gov/public-safety-and-emergency-services/crime-prevention/community-crime-prevention/publications/gang-prevention-immigrant-refugee.pdf**

Sinclair, R. et Grekul, J. (2012). Aboriginal youth gangs in Canada: (de)constructing an epidemic. *First People Child & Family Review, 7*(1), 2-28.

Smith-Moncrieffe, D. (2013). *Projets du Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes : Qu'est-ce que nous avons appris au sujet de ce qui fonctionne pour prévenir la participation à des activités de gangs?* Ottawa, Ontario : Sécurité publique Canada. Repéré à **https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/yth-gng-prvntn-fnd/index-fr.aspx**

Snider., C., Wiebe, F., Mahmood, J., Christensen, T. et Kehler, K. (s.d.). *Community assessment of a gang exit strategy for Winnipeg, Manitoba. A community-academic collaboration between the Gang Action Interagency Network (GAIN) and University of Manitoba.* GAIN, Manitoba Institute of Child Health et Université du Manitoba.

Statistique Canada. (2011). *Les peuples autochtones du Canada : Premières Nations, Métis et Inuits.* Enquête nationale auprès des ménages, document analytique. Ottawa, Ontario : Auteur.

Tobin, K. (2008). *Gangs: An individual and group perspective.* New York, NY : Prentice Hall.

Vincent, G., Guy, L. S. et Grisso, T. (2012). *Risk assessment in juvenile justice: A guidebook for implementation.* New York, NY : Models for Change. Repéré à **http://modelsforchange.net/publications/346**

Whitbeck, L., Sittner Hartshorn, K. et Walls, M. (2014). *Indigenous adolescent development: Psychological, social and historical contexts.* New York, NY : Psychology Press.

Wortley, S. (2011). *The Achievers: Positive Alternatives to Youth Gangs.* Toronto, Ontario. Sommaire d'évaluation repéré à **https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/payg/index-fr.aspx**

Wortley, S. et Tanner, J. (2006). Immigration, social disadvantage and urban youth gangs. Results of a Toronto-area study. *Revue canadienne de recherche urbaine = Canadian Journal of Urban Research, 15*(2), 18-37.

Wortley, S. et Tanner, J. (2008). Respect, friendship, and racial injustice: Justifying gang membership in a Canadian city. Dans F. van Gemert, D. Peterson et I.-L. Lien (dir.), *Street gangs, migration and ethnicity* (p. 192-208). Portland, OR : Wilan.